

STRUCTURE POLITIQUE GENERALE

Forme de gouvernement

L'organisation politique du Chili a varié avec le temps depuis le premier document constitutionnel du pays dénommé : "Règlement pour l'aménagement de l'autorité exécutive provisoire du Chili de 1811". Dans ce document est établi un gouvernement exécutif de trois membres, et un Congrès unicaméral.

À l'issue de plusieurs tentatives d'établissement dans le pays d'un régime fédéral, la "Constitution de 1828 ", fut promulguée. Œuvre du Député Melchor de Santiago Concha Cerda, et du Ministre de l'intérieur adjoint, José Joaquín de Mora, elle fut approuvée par le Congrès le 6 août.

En termes généraux, cet instrument établit une indépendance non équivoque des trois pouvoirs de l'État, et détermine que la République serait gouvernée par un Président élu par suffrage indirect des électeurs. Le Pouvoir législatif est exercé à travers deux chambres : le Sénat et la Chambre des députés. En sa qualité de Pouvoir de l'État il a la faculté de nommer les ministres de la Cour suprême de justice, de décider du budget, de supprimer et de créer des emplois, d'approuver les promotions de chefs supérieurs de l'armée et des ministres à l'étranger, etc.

Après divers gouvernements, tels que ceux de Manuel Bulnes, de Manuel Montt, d'Aníbal Pinto, de Domingo Santa María, de José Manuel Balmaceda, de Jorge Montt, de Germán Riesco, de Pedro Montt, entre autres, pendant la présidence d'Arturo Alessandri Palma, a été élaborée la "Constitution de 1925 ", approuvée en juillet de la même année par plébiscite national. Essentiellement, cette Constitution confie à l'Exécutif de vastes attributions administratives, augmente de cinq à six ans la durée du mandat du président issu d'élections directes; détermine la séparation de l'État et de l'Église, et garantit la liberté de cultes et de conscience; assure à la fois les libertés publiques et les garanties individuelles; assure la protection du travail, de l'industrie et de la prévision sociale, crée le Tribunal qualitatif des élections, et crée la Banque centrale. Certains des amendements les plus importants introduits dans la Constitution sont les suivantes : celle qui souligne que l'initiative du budget public appartient à l'Exécutif, ainsi que celles introduites pendant le Gouvernement d'Eduardo Frei Montalva (1964-1970), notamment, celle qui impose des limitations d'ordre social au droit de propriété qui a rendu possible par la suite la nationalisation du cuivre et la réforme agraire; celle qui accorde le droit de vote aux analphabètes, et celle qui baisse à 18 ans l'âge minimum pour voter.

Plus tard, et après la chute du gouvernement de Salvador Allende (1970-1973), le 11 septembre 1973 se produisit un coup d'État qui marqua l'écroulement des institutions au Chili avec l'établissement d'une Junte militaire ayant à sa tête le Général Augusto Pinochet.

Dans ce contexte, et après avoir gouverné par décret, la Junte constitua une Commission chargée d'étudier une nouvelle Constitution. Le résultat de ce travail se concrétisa sous forme d'un Avant-projet de Constitution qui fut remis en 1978 pour une première lecture au Conseil d'État présidé par l'ex-Président Alessandri Rodríguez qui, à son tour, soumit son rapport en juillet 1980. À l'issue d'une deuxième lecture par la Junte au pouvoir, dirigée par le Général Augusto Pinochet, révision dans laquelle est modifié le Chronogramme institutionnel du Gouvernement militaire, la "Constitution de 1980 " fut approuvée. Elle comportait 120 articles permanents et 29 transitoires,

qui furent soumis à un plébiscite le 11 septembre de la même année. Elle fut promulguée par la suite le 21 octobre et entra partiellement en vigueur le 11 mars 1981.

Pour l'essentiel, la Constitution de 1980 détermine un régime politique présidentieliste avec une participation de l'État dans l'économie en remplissant un rôle subsidiaire, avec une forte protection des garanties individuelles dans le domaine de l'activité économique et du droit de propriété. Elle établit un décalogue des garanties individuelles.

D'après cette Constitution encore en vigueur, le Chili est une république démocratique dont l'État est unitaire. Son territoire est divisé en régions. Son administration est fonctionnelle, et en ce qui concerne son territoire, il est décentralisé ou déconcentré, selon le cas. C'est ainsi que le pays est divisé en 13 régions - de Tarapacá, de Antofagasta, de Atacama, de Coquimbo, de Valparaíso, Métropolitaine de Santiago, du Libertador General Bernardo O'Higgins, du Maule, du Biobío, de La Araucanía, de Los Lagos, d'Aisén del General Carlos Ibáñez del Campo, et de Magallanes et de l'Antarctique chilienne - 51 provinces et 342 communes.

Le Système de gouvernement et d'administration régionale est structuré comme suit :

Un Intendant, en sa qualité de représentant du Président de la République, assure le gouvernement intérieur de la région. L'administration de la région est assurée par le Gouvernement régional composé de l'Intendant, en qualité d'organe exécutif, et le Conseil régional, organe chargé des décisions, des nominations et du contrôle de ce gouvernement.

Les fonctions de l'administration sont appuyées par les Secrétaires régionaux ministériels, les organes décentralisés des Ministères, les fonctionnaires subordonnés à l'Intendant au niveau régional, notamment, le Secrétariat régional de planification et de coordination.

À l'échelon provincial, le gouvernement est exercé par le Gouverneur subordonné à l'Intendant. L'administration du gouvernement provincial appartient également au Gouverneur en qualité d'organe décentralisé de l'Intendance dans le cadre des fonctions exécutives du Gouvernement régional. Le Conseil économique et social provincial exerce, pour sa part, des fonctions consultatives et est présidé par le Gouverneur.

L'administration des communes appartient à la Municipalité composée du Maire, autorité suprême, et du Conseil, présidé par le Maire en qualité d'organe chargé des décisions, des nominations, et du contrôle. Ils sont tous les deux élus par suffrage populaire pour un mandat de 4 ans.

La Municipalité exerce ses fonctions à travers les Unités, telles que le Secrétariat communal de planification et de coordination.

Chaque commune compte un Conseil économique et social, de nature consultative, représentant les organismes sociaux.

Le Pouvoir législatif

Le Congrès national du Chili constitue le Pouvoir législatif au Chili et est composé d'une Chambre des députés et d'un Sénat.

Le Congrès national a, entre autres objectifs, celui d'exercer la représentation des citoyens, de participer à l'élaboration des lois avec le Président de la République, et d'exercer un contrôle sur les actes du gouvernement.

Les membres de chacune des branches du Congrès, tant les 120 Députés que les 48 Sénateurs, représentent le peuple qui les élit et reflètent leurs différentes positions, idées et sensibilités. C'est au sein de cette institution que la démocratie existe, et où sa véritable signification est concrétisée.

Le premier Congrès fut établi le 4 juillet 1811 à Santiago, par suite de sa convocation par la Junte de gouvernement de 1810. Ce Parlement unicaméral était composé de 41 députés, et sa tâche principale fut d'élaborer le "Règlement régissant l'organisation de l'Autorité provisoire du Chili".

Actuellement, le Congrès national est régi par la Constitution politique de 1980 et la Loi organique N°18.918. Cette institution a son siège, à la différence des autres Pouvoirs de l'État, à Valparaíso, La Région V du pays.

Le Pouvoir judiciaire

Le Pouvoir judiciaire, l'un des trois piliers de l'État, avec l'Exécutif et le Pouvoir législatif, est chargé d'appliquer les lois. Il lui appartient d'être saisi des affaires civiles et criminelles, de les résoudre et de faire donner les suites nécessaires aux jugements. Son organe juridictionnel le plus élevé est la Cour suprême, tribunal qui, tout en veillant à l'application appropriée de la législation en vigueur, exerce son contrôle administratif et disciplinaire sur le reste des tribunaux et juges du pays.

Les Cours d'appel ont à leur charge un territoire juridique déterminé, défini par la loi. Elles remplissent les fonctions de tribunaux de deuxième instance et exercent la supervision et le contrôle des tribunaux relevant de leur juridiction.

Actuellement, la tâche d'administrer la justice est exercée au niveau national par plus de 350 juges spécialisés en diverses matières telles que les mineurs, le travail, le droit pénal et le droit civil.

Le Nouveau Système de jugement pénal est entré en vigueur dans l'ensemble du territoire chilien en juin 2005.

C'est ainsi que, uniquement dans le domaine pénal, le nombre de juges se monte à 809 qui opèrent tant dans les Tribunaux de garanties constitutionnelles, chargés de préserver les droits fondamentaux tant des victimes que des inculpés, comme dans les jugements oraux en matière pénale, qui déterminent l'acquittement ou la condamnation de l'inculpé.

Le Ministère public, sous la direction du Procureur général, est l'organe chargé par la loi d'instruire les affaires dans le nouveau système de justice pénale.

Cet organisme, créé par la Loi organique constitutionnelle et de nature autonome, doit défendre les intérêts de la société, et spécialement ceux des victimes, dans l'exercice de sa fonction principale, le cas échéant, et si l'affaire s'avère bien fondée, d'intenter une action pénale devant les tribunaux

de jugement oral. Pour l'accomplissement de cette tâche, le Ministère public bénéficiera de la collaboration, aussitôt que le système sera intégralement mis en vigueur, de 642 procureurs au niveau national.

De façon à assurer plus efficacement les poursuites des auteurs des infractions, le propos du Ministère public est de créer des unités coordonnatrices spécialisées (trafic des stupéfiants, blanchiment des avoirs, délits financiers, entre autres) qui permettront de faire face à la délinquance de façon plus technique qu'on le fait actuellement.

L'homologue du Ministère public dans le nouveau Système pénal est la Défense pénale publique confiée à un Défenseur national nommé par le Président de la République qui bénéficie de l'appui des défenseurs régionaux. Cette institution inclut les domaines public et privé dans sa mission, et comprend un Conseil national, lequel aura un caractère interinstitutionnel faisant appel à des représentants de l'Exécutif, du Pouvoir judiciaire et de diverses institutions de l'enseignement supérieur et de la société civile.

Le Ministère de la justice

Le Ministère de la justice, l'autre acteur de ce secteur, est l'organisme qui canalise la relation du Pouvoir exécutif avec le Pouvoir judiciaire.

Au nombre de ses fonctions principales citons l'étude critique des normes constitutionnelles et de la législation civile, pénale, commerciale et de procédure, afin de proposer au Président de la République les réformes nécessaires.

Il doit également conseiller le Président dans la nomination des juges, des gens de justice, ainsi que des autres auxiliaires judiciaire tout en répondant aux nécessités d'organisation et de fonctionnement des tribunaux de justice.

Parmi les aspects les plus saillants figurent celui de formuler les politiques, les plans et programmes sectoriels, en particulier, en ce qui a trait à la défense judiciaire des intérêts de l'État, le traitement pénitentiaire, et la réhabilitation des prisonniers, ainsi que l'organisation légale de la famille et l'identification des personnes.

Le Ministère de la justice doit aussi veiller à la protection des enfants et des adolescents vulnérables dans leurs droits, ainsi que des adolescents qui ont enfreint aux lois. De même, il lui appartient de concevoir des mécanismes pour assurer la prestation de l'assistance juridique aux personnes à faibles revenus.

Pour s'acquitter de sa tâche, le Ministère de la justice peut s'appuyer sur les services subsidiaires et connexes : le Service national de l'enregistrement de l'état civil et de l'identité ; le Service national des mineurs ; le Service de la Gendarmerie du Chili ; le Service médico-légal ; le Bureau du procureur national des faillites, et les Corporations d'assistance judiciaire, dont quatre au niveau national.